GK. L. 3785/1/V.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - 1 - WETGEVING
20 SEP 1953
2
bureau coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 20 août 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant tarification des réquisitions de logement et des réquisitions en jouissance de biens immobiliers et adaptant à cette tarification, les modèles à utiliser pour les réquisitions de logement", a donné le 26 août 1953 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 20e Augustus 1953 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende tariefvaststelling voor de opeisingen van inkwartiering en de opeisingen in gebruik van onroerende goederen en aanpassing aan dat tarief, van de voor de opeising van inkwartiering te gebruiken modellen", heeft de 26e Augustus 1953 het volgend advies gegeven :

Pour la réquisition des bâtiments non loués lors de la réquisition, le Conseil d'Etat propose de rédiger le texte comme suit :

"L'indemnité de jouissance est égale au revenu cadastral de 1939 augmenté de 190 p.c.".

Pour la réquisition des terrains, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"L'indemnité de jouissance des terrains réquisitionnés est égale au revenu cadastral de 1939 augmenté de 33 p.c.".

Si le Gouvernement entend expliquer pour quelles raisons il adopte les taux de majoration de 190 p.c. et de 33 p.c., il lui est loisible de le faire dans un rapport au Roi ou dans le préambule. Les explications qui figurent dans le projet n'y sont pas à leur place. Elles prêtent d'ailleurs à controverse puisqu'un grand nombre de communes échappent totalement à l'application des lois temporaires fixant le taux d'augmentation des loyers (article 2, § 4, des lois coordonnées le 10 mars 1952).

Le Conseil d'Etat signale que le projet ne prévoit pas le mode de calcul de l'indemnité de jouissance pour des immeubles construits depuis 1939.

\+

\+ \+

.../...

L'article 3, I, prévoit qu'en cas de réquisition d'un immeuble bâti, les frais d'éclairage et de chauffage ainsi que de consommation d'eau sont à charge de l'Etat.

L'énumération des frais que fait cette disposition, ne comprend pas les frais résultant de certaines installations, telles qu'ascenseur, frigidaire et autres, ou services, tels que ceux rendus par les concierges, dont peuvent bénéficier les militaires occupant un immeuble réquisitionné.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il conviendrait d'étendre l'application de la disposition également à ces frais.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet n'appelle que des observations de forme qui résultent du texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL PORTANT TARIFICATION DES REQUISITIONS DE LOGEMENT ET DES REQUISITIONS EN JOUISSANCE DE BIENS IMMOBILIERS.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, notamment les articles 1er et 6;

.../...

Vu le règlement sur les réquisitions militaires, approuvé par l'arrêté royal du 3 mai 1939 réglant l'exécution de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, notamment les articles 43 et 69;

Vu l'avis du Comité du budget, donné le 14 janvier 1953;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les indemnités pour les réquisitions militaires de logement sont fixées comme suit :

§ 1er. Logement en chambres.

1° par officier général :

a) pour une chambre à coucher 27 francs ,
b) pour une chambre à coucher et une pièce servant de cabinet de travail 36 francs;

2° par officier supérieur :

pour une chambre à coucher 27 francs;

3° par officier subalterne :

a) logeant seul dans une chambre 27 francs,
b) logeant à plusieurs dans une chambre, par lit occupé 21 francs;

4° par militaire en dessous du rang d'officier :

a) disposant d'un lit, par lit 18 francs,
b) ne disposant que d'un matelas ou sommier et de couvertures, par homme 9 francs;

Ces taux sont réduits d'un tiers dès la deuxième nuit de logement.

§ 2. Logement sur de la paille.

Par homme et par nuit 1 franc.

La paille de couchage est fournie par l'autorité militaire ou réquisitionnée sur place.

L'indemnité à payer pour la paille réquisitionnée est fixée sur le pied des derniers prix trimestriels des fourrages achetés par les forces armées, augmentés de 10 p.c.

Au départ des troupes, la paille utilisée est abandonnée au prestataire du logement.

§ 3. Nourriture.

1° militaires isolés :

par officier et par jour 70 francs,
par sous-officier et par jour 60 francs,
par caporal ou soldat et par jour 55 francs;

2° militaires formant groupe d'au moins six participants :

par officier et par jour 60 francs,
par sous-officier et par jour 50 francs,
par caporal ou soldat et par jour 45 francs.

.../...

§ 4. Nourriture et logement des chevaux.

1° Nourriture :

Les denrées fournies par les habitants pour la nourriture des chevaux sont payées sur le pied des derniers prix trimestriels des fourrages achetés par les forces armées, augmentés de 10 p.c.

2° Logement :

Il n'est payé aucune indemnité pour le logement des chevaux, mais la paille est fournie par l'autorité militaire ou réquisitionnée aux frais de l'Etat et le fumier est abandonné au prestataire du logement.

L'indemnité due pour la paille réquisitionnée est fixée sur le pied des derniers prix trimestriels des fourrages achetés par les forces armées, augmentés de 10 p.c.

Article 2.-

Les indemnités dues pour la réquisition en jouissance d'immeubles bâtis et de terrains sont fixées d'après les bases suivantes :

§ 1er. Immeubles bâtis.

1° Bâtiments loués au moment de la réquisition :

L'indemnité est égale au prix de location fixé par le bail. Elle est augmentée éventuellement de la part d'impôts mise à charge du locataire-prestataire par ce bail, jusqu'à concurrence de 20 p.c. du revenu cadastral.

.../...

2° Bâtiments non loués au moment de la réquisition :

L'indemnité de jouissance est égale au revenu cadastral de 1939 augmenté de 190 p.c.

3° Immeubles réquisitionnés partiellement :

Si l'immeuble n'est pas réquisitionné totalement, l'indemnité est fixée suivant les règles prévues au 1° ou 2° au prorata du nombre et de l'importance des locaux occupés.

Dans les cas prévus aux 1° et 2° du présent paragraphe, les frais d'éclairage et de chauffage ainsi que de consommation d'eau sont à charge de l'Etat. Dans le cas prévu au 3°, ces frais sont à charge de l'Etat au prorata des locaux occupés ou des installations mises à la disposition.

Lorsque ces dépenses ont été ou devront être payées par le prestataire, l'autorité militaire en établit le décompte effectif et le fait figurer sur le reçu de prestations requises modèle 11.

§ 2. Terrains.

L'indemnité de jouissance des terrains réquisitionnés est égale au revenu cadastral de 1939 augmenté de 33 p.c.

§ 3. Matériel et mobilier réquisitionnés en jouissance en même temps qu'un immeuble bâti.

Pour le matériel et le mobilier réquisitionnés en même temps qu'un immeuble ou une partie d'immeuble bâti, il est alloué une indemnité calculée à raison de 5 p.c. l'an de la valeur des objets prestés au moment de la réquisition.

.../...

Article 3.-

Les modèles 3, 4, 5 et 6 annexés au règlement sur les réquisitions militaires, approuvé par l'arrêté royal du 3 mai 1939, sont remplacés par les modèles 3, 4, 5 et 6 annexés au présent arrêté.

Article 4.-

L'arrêté du 26 juillet 1944 des ministres réunis en conseil, déterminant le barème des réquisitions militaires de logement, est abrogé.

Article 5.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Voor de opeising van gebouwen die bij de opeising niet zijn verhuurd, stelt de Raad van State de volgende tekst voor :

"De vergoeding wegens gebruik is gelijk aan het kadastraal inkomen van 1939, vermeerderd met 190 t.h.".

Voor de opeising van terreinen, stelt de Raad van State voor :

"De vergoeding wegens gebruik van opgeëiste terreinen is gelijk aan het kadastraal inkomen van 1939, vermeerderd met 33 t.h.".

Wil de Regering uitleggen waarom zij als verhoging 190 t.h. en 33 t.h. toepast, dan kan zij dat in het verslag aan de Koning ofwel in de inleiding doen. De uitleg die in het ontwerp is gegeven, is daar niet op zijn plaats en is trouwens voor betwisting vatbaar, vermits een groot aantal gemeenten geheel buiten de toepassing vallen van de tijdelijke wetten tot vaststelling van de verhoging der huishuur (artikel 2, § 4, van de gecoördineerde wetten van 10 Maart 1952).

De Raad van State merkt op, dat het ontwerp niet bepaalt hoe de vergoeding wegens gebruik van sinds 1939 opgerichte gebouwen zal worden berekend.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 3, I, bepaalt dat, in geval van opeising van een gebouwd onroerend goed, de kosten voor water, vuur en licht ten laste van de Staat komen.

Onder de aldaar opgesomde kosten worden niet vernoemd de kosten verbonden aan het gebruik van sommige installaties zoals lift, koelkast en andere, of van diensten, bijvoorbeeld van huisbewaarders, waarvan militairen die een opgeëist huis betrekken, ook het genot kunnen hebben.

De Raad van State adviseert, genoemde bepaling ook op die kosten toepasselijk te verklaren.

\+

\+ \+

Voorts zijn bij het ontwerp alleen opmerkingen over de vorm te maken ; zij blijken uit de hierna voorgestelde tekst :

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE TARIEFVASTSTELLING VOOR DE OPEISINGEN VAN INKWARTIERING EN VOOR DE OPEISINGEN IN GEBRUIK VAN ONROERENDE GOEDEREN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen, inzonderheid op de artikelen 1 en 6;

.../...

Gelet op het reglement over de militaire opeisingen, goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 3 Mei 1939 tot regeling van de uitvoering der wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen, inzonderheid op de artikelen 43 en 69;

Gelet op het advies van het Begrotingscomité, gegeven de 14e Januari 1953;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De vergoedingen wegens militaire opeisingen van inkwartiering worden vastgesteld als volgt :

§ 1. Inkwartiering in kamers.

1° per opperofficier :

a) voor een slaapkamer 27 frank,
b) voor een slaapkamer en een als werkkamer dienende plaats 36 frank;

2° per hoofdofficier :

voor een slaapkamer 27 frank,

.../...

3° per lager officier :

a) alleen in een kamer 27 frank,
b) met verschillenden in één kamer, per beslapen bed 21 frank;

4° per militair beneden de graad van officier :

a) met beschikking over een bed - per bed 18 frank,
b) enkel met beschikking over een matras of ondermatras en dekens - per man 9 frank.

Van de tweede inkwartieringsnacht af worden deze bedragen met een derde verminderd.

§ 2. Inkwartiering op stro.

Per man en per nacht 1 frank.

Het ligstro wordt door de militaire overheid verstrekt of ter plaatse opgeëist.

De vergoeding voor het opgeëist stro wordt bepaald op voet van de jongste driemaandelijkse prijzen van het door de krijgsmacht aangekochte voeder, verhoogd met 10 t.h.

Bij het vertrek van de troepen gaat het oude stro naar de inkwartierder.

.../...

§ 3. Kosten.

1° afzonderlijke militairen :

per officier en per dag	70 frank ,
per onderofficier en per dag	60 frank ,
per korporaal of soldaat en per dag	55 frank ;

2° militairen die een groep van ten minste zes man vormen :

per officier en per dag	60 frank,
per onderofficier en per dag	50 frank,
per korporaal of soldaat en per dag	45 frank.

§ 4. Voeder en stalling voor paarden.

1° Voeder :

Het door de inwoners geleverd paardenvoeder wordt betaald op voet van de jongste driemaandelijkse prijzen van het door de krijgsmacht aangekochte voeder, verhoogd met 10 t.h.

2° Stalling :

Voor stalling van paarden wordt geen vergoeding uitgekeerd, doch het stro wordt door de militaire overheid verstrekt of op Staatskosten opgeëist; de mest gaat naar degene die de stalling verstrekt.

De vergoeding voor het opgeëiste stro wordt bepaald op voet van de jongste driemaandelijkse prijzen van het door de krijgsmacht aangekochte voeder, verhoogd met 10 t.h.

.../...

Artikel 2.-

De vergoedingen wegens opeising in gebruik van gebouwen en terreinen worden naar volgende grondslagen bepaald :

§ 1. Gebouwen.

1° Gebouwen die bij de opeising verhuurd waren :

De vergoeding is gelijk aan de bij het huurcontract bepaalde huurprijs. Zij wordt in voorkomend geval vermeerderd met het aandeel in de belastingen dat bij die akte ten laste van de huurder-verstrekker wordt gebracht tot een beloop van 20 t.h. van het kadastraal inkomen.

2° Gebouwen die bij de opeising onverhuurd waren :

De vergoeding wegens gebruik is gelijk aan het kadastraal inkomen in 1939, verhoogd met 190 t.h.

3° Gedeeltelijk opgeëiste gebouwen :

Wordt het gebouw niet in zijn geheel opgeëist, dan wordt de vergoeding volgens de in 1° en 2° gestelde regelen bepaald naar rata van getal en ruimte der betrokken lokalen.

In de gevallen bedoeld in 1° en 2° van deze paragraaf, zijn de kosten voor water, vuur en licht ten laste van de Staat. In het geval bedoeld onder 3° komen die kosten ten laste van de Staat naar rata van de betrokken lokalen of van de ter beschikking gestelde installaties.

.../...

Wanneer die uitgaven door de verstrekker zijn bekostigd of moeten bekostigd worden, maakt de militaire overheid de werkelijke berekening op en brengt zij die aan op het ontvangbewijs model 11 voor gevorderde verstrekkingen.

§ 2. Terreinen.

De vergoeding wegens gebruik van opgeëiste terreinen is gelijk aan het kadastraal inkomen van 1939, vermeerderd met 33 t.h.

§ 3. Materieel en meubilair dat, samen met een gebouw, in gebruik wordt opgeëist.

Voor materieel en meubilair, opgeëist samen met een gebouw of gedeelte van een gebouw, wordt een vergoeding toegekend, berekend tegen 5 t.h. 's jaars van de waarde die de verstrekte voorwerpen bij de opeising hebben.

Artikel 3.-

De modellen 3, 4, 5 en 6 gevoegd bij het koninklijk besluit van 3 Mei 1939 goedgekeurd reglement over de militaire opeisingen, worden vervangen door de bij het tegenwoordige besluit gevoegde modellen 3, 4, 5 en 6.

Artikel 4.-

Het besluit van 26 Juli 1944 van de in raad vergaderde ministers tot vaststelling van het barema van de militaire opeisingen voor inkwartiering wordt opgeheven.

.../...

Artikel 5.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

Messieurs : M. SOMERHAUSEN, conseiller d'Etat, président
J. COYETTE, conseillers d'Etat
G. HOLOYE,
P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation
F. VAN GOETHEM, bijzitters van de afdeling wetgeving
J. CYPRES, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : raadsheer van State, voorzitter
raadsheren van State
bijzitters van de afdeling wetgeving
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. COYETTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. COYETTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) M. SOMERHAUSEN.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1953.

De 1953.

Pour le Greffier du Conseil d'Etat,
Le Greffier adjoint,

Voor de Griffier van de Raad van State,
De Adjunct-Griffier,